

Dérive antimusulmane

« La Cour suprême a adopté une série de décisions qui renient le principe central de la laïcité dans la nation: la séparation de l'Eglise et de l'Etat », s'inquiète Sonali Kolhatkar dans *The Truthdig* jeudi 29 juin. Le propos concerne, on l'aura compris, la plus haute juridiction de la première puissance mondiale, les Etats-Unis. En l'occurrence, il s'agit plus précisément de trois décisions qui feront certainement date.

Primo, à la surprise générale, les neuf juges ont unanimement accordé à Donald Trump un blanc-seing pour son Muslim Ban – une décision au demeurant très controversée dans de larges milieux politiques américains, y compris parmi les républicains.

Le Muslim Ban est une mesure instituée par le décret présidentiel 13769, intitulé « Protéger la Nation de l'entrée de terroristes étrangers aux Etats-Unis ». Signé par Donald Trump le 27 janvier 2017, il suspend le programme d'admission des réfugiés aux Etats-Unis et l'entrée sur le territoire des citoyens de sept pays à majorité musulmane : l'Irak, l'Iran, la Libye, la Somalie, le Soudan, la Syrie et le Yémen.

Les juges ont décidé de laisser certaines parties de l'interdiction prendre effet jusqu'à ce que le tribunal reprenne l'affaire l'automne prochain.

Deuxièmement, la Cour a jugé recevable la procédure d'un boulanger du Colorado, Jack Phillips, qui veut consacrer le droit de refuser de servir un couple gay sur la base de ses convictions chrétiennes.

Troisièmement, la Cour a statué en faveur de la Trinity Lutheran Church du Missouri, accordant à cette église le droit de recevoir des fonds publics (fonds d'impôt de l'Etat) pour restaurer une aire de jeux sur sa propriété.

Ces trois décisions témoignent, aux yeux de l'auteure, que la Cour a cédé face aux « exigences d'un mou-

vement fanatique chrétien qui cherche à dominer la vie américaine ».

Trump jubilait à la lecture de la décision de la Cour suprême relative au Muslim Ban qui avait été auparavant bloqué par des juridictions inférieures en twittant : « Very grateful for the 9-0 decision from the U. S. Supreme Court. We must keep America Safe ! » (Très reconnaissant pour la décision unanime de la Cour suprême des Etats-Unis. Nous devons garder l'Amérique en sécurité !).

Le révérend Barry Lynn, directeur exécutif des Americans United for Separation of Church and State (Américains unis pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat) apporte un précieux éclairage à ce nouveau tournant jurisprudentiel en déclarant : « La Cour suprême évolue de plus en plus dans une direction ultra-conservatrice ». Ce qui confirme encore que le juge coopté par Trump, Neil Gorsuch, est « encore plus conservateur que son prédécesseur, l'ancien juge Antonin Scalia ».

Mais Gorsuch a été rejoint par les huit autres juges, y compris les libéraux Ruth Bader Ginsburg, Stephen Breyer, Elena Kagan et Sonia Sotomayor, en autorisant qu'une version plus sectaire du Muslim Ban puisse immédiatement prendre effet.

« Ils n'ont pas à le faire », tempête encore Lynn. « Ils n'ont pas à aller jusque-là. » Il reste toutefois convaincu que les juges ne tarderont pas à réaliser que l'interdiction est « conçue pour blesser les musulmans et aider les chrétiens ».

La Cour aurait pu se contenter de statuer sur l'affaire sans permettre sa mise en œuvre partielle. « Mais en le faisant, et à l'unanimité, les juges ont donné à Trump leur sceau symbolique d'approbation à l'une de ses ordonnances les plus moches en violation flagrante de la Constitution », relève Sonali Kolhatkar.

« Comment les libéraux de la Cour suprême, compte tenu de l'opposition généralisée au Muslim Ban, peuvent-ils justifier leur ralliement ? Comment

peuvent-ils porter atteinte aux droits et au bien-être d'une minorité religieuse sur les seules craintes injustifiées de la droite extrémiste de Trump ? »

Si la décision récente de Trump de ne pas célébrer l'Aïd al-Fitr à la Maison Blanche était un signal pour les islamophobes auprès de ses troupes, la décision de la Cour suprême atteste qu'une autre branche du complexe militaro-industriel affirme sa haine viscérale à l'Islam et à la grande masse des paisibles musulmans qui n'adhèrent pas aux outrances de leurs créations de laboratoires que sont l'Etat islamique, En Nosra et autres monstruosité wahhabites et affidés des services spéciaux occidentaux. Ces monstruosités réunies sont coupables de tous les actes terroristes : de 2000 à 2015, elles ont fait 167 221 victimes dans le monde, dont 98% (soit 163 532) se situaient en dehors de l'Europe et des Etats-Unis, selon la plus grande base de données sur le terrorisme, GTD (Global Terrorism Database), de l'Université du Maryland. Et parmi toutes ces victimes, 75% vivaient dans l'un des 25 pays musulmans.

L'alibi religieux chrétien revient également dans l'affaire du boulanger du Colorado contre le couple gay. Auparavant, tous les tribunaux de cet Etat avaient retenu le principe d'une discrimination illégale du boulanger, mais une organisation israélienne de droite (Alliance Defending Freedom) a pesé de tout son poids en faveur de Phillips, au nom d'une « liberté religieuse » qui légitime son homophobie. Le même boulanger a reconnu avoir préparé un « gâteau de mariage » pour deux chiens sans qu'il soit inquiété !

La troisième fois, au cours de la même semaine où la Cour suprême a littéralement « brouillé les lignes entre l'Eglise et l'Etat », elle l'a fait dans une décision en faveur de Trinity Lutheran Church de Colombie. En l'espèce, l'église voulait bénéficier des fonds publics pour réhabiliter une aire de jeux, utilisée par les enfants fréquentant une école maternelle.



Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

« Bien qu'il semble inoffensif pour une église d'utiliser les fonds de l'Etat pour réparer une aire de jeux, la décision de la Cour constitue en ce moment précis un précédent dangereux. » Lynn considère qu'il s'agit d'une « décision vraiment terrible ».

Lynn pense trouver « une partie de l'explication » de la décision de la Cour en apprenant que Betsy DeVos, en charge de l'éducation dans l'administration Trump, est un partisan de poids du financement de l'Etat pour la scolarité religieuse. Sa présence conforte les groupes conservateurs de droite, comme Act for America, qui n'arrêtent pas de fantasmer sur une hypothétique invasion musulmane, « générant de l'hystérie sur une menace inexistante ». « Le christianisme semble être l'exception à la règle de la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Bien que notre Constitution protège légitimement la liberté religieuse, elle ne le fait pas au détriment de l'égalité des droits (...) La Cour suprême devrait cesser de promouvoir une religion sur toutes les autres. »

A. B.

(*) Sonali Kolhatkar, *Is the Supreme Court Killing Secularism ? Truthdig*, 30 juin 2017, http://www.truthdig.com/report/item/is_the_supreme_court_killing_secularism_20170630.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail : info@lesoirdalgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

hlaalam@gmail.com
@laalamhakimus



On ne nage pas dans un barrage par plaisir pervers !

Courrier ! Désormais, les timbres collés avec de la...

... salive francophone ne seront plus valables !

J'en reçois de plus en plus sur mon téléphone mobile. Des messages textes qui m'avertissent contre « les dangers de la nage dans les barrages ». C'est bien ! Ces campagnes de prévention des noyades en bassins de barrages et de retenues d'eau, c'est bien. En même temps, je me dis qu'avec le nombre d'utilisateurs et d'abonnés au téléphone portable en Algérie, tous opérateurs confondus, avec cette extraordinaire prolifération des téléphones dans un même foyer, souvent plusieurs lignes pour un seul usager, ça doit en faire des SMS à envoyer pour alerter sur la dangerosité de la natation en barrage. Des milliers. Des millions plutôt. Et là, je me suis imaginé le nombre de piscines que les autorités pourraient construire dans les communes et villages du pays, surtout ceux qui n'ont aucun accès direct et de proximité avec la bande côtière. Je ne dis pas que les textos vont couvrir le chantier d'une piscine par commune, mais tout de même ! Ça

serait un début. Parce qu'au fond, de vous à moi, à l'origine, et sauf si l'on est un pervers des retenues d'eau, on n'est pas programmé à la naissance, ni particulièrement adepte génétiquement de la nage dans une « guelta » ou un bassin. Si on le fait, c'est parce qu'on a chaud, comme ont chaud tous les Algériens, que l'on veut se rafraîchir, comme tous les Algériens, mais qu'on ne dispose pas de lieu « conventionnel » pour le faire sans danger. C'est juste une idée comme ça ! Au lieu d'inonder nos mobiles de SMS pareils, versons ce pactole pour des structures aquatiques qui n'ont pas besoin d'être aux dimensions de piscines olympiques. Juste des espaces modestement dédiés à la natation et au rafraîchissement. Je prie pour que cet appel soit entendu. Bien évidemment, ce genre de prière, je ne l'accomplis pas dans la Grande Mosquée en construction à Mohammadia. Parce que là, si je commence à compter le nombre de piscines et d'hôpitaux que l'on aurait pu constr... Stop ! Je m'en arrête là et préfère, du fond de ma baignoire, fumer du thé et rester éveillé à ce cauchemar qui continue.

H. L.